

La tension politique en Afrique de l'Ouest met en péril l'action climatique vitale

Les températures dans le Sahel augmentent plus rapidement que partout ailleurs sur Terre. Mais les coups d'État militaires menacent désormais la stratégie climatique commune de la région.



Des agriculteurs tamisent leur récolte de mil dans la région de Ségou, au Mali. Le pays est l'un des trois pays de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest qui tourne le dos aux efforts régionaux visant à atténuer le changement climatique, malgré des sécheresses et des inondations de plus en plus graves (Image : Jake Lyell / Alamy)

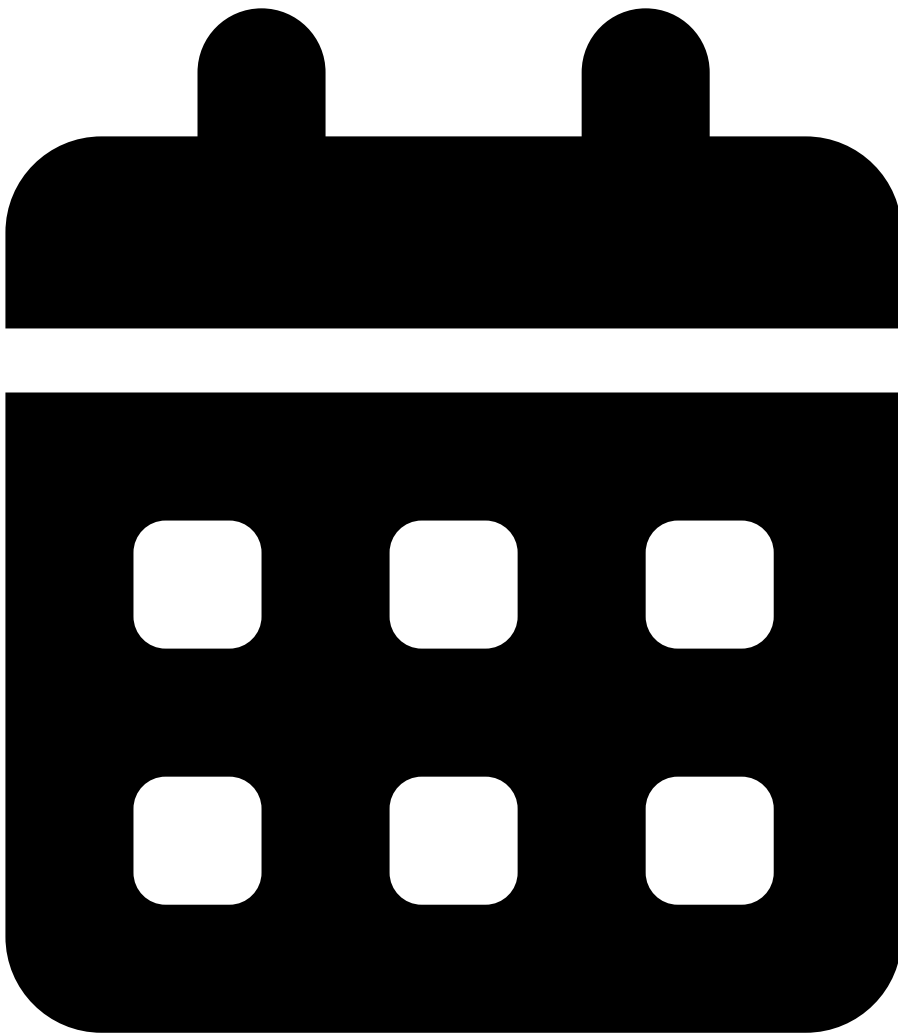
Une vague de coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest redessine les paysages politiques et compromet une réponse

commune au changement climatique.

La relation entre le regroupement régional CEDEAO et les juntas dirigées par le Burkina Faso, le Mali et le Niger s'est dégradée au point où les nations ont annoncé en janvier qu'elles quittaient l'organisation.

Bien qu'elles ne l'aient pas fait formellement, les chefs de la junte ont [déclaré](#) en juillet qu'ils tournaient « irrévocablement » le dos à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Désormais, des plans ont été [annoncés](#) pour un nouveau passeport afin de faciliter les voyages entre les trois pays.

Coups d'État en Afrique de l'Ouest depuis 2020

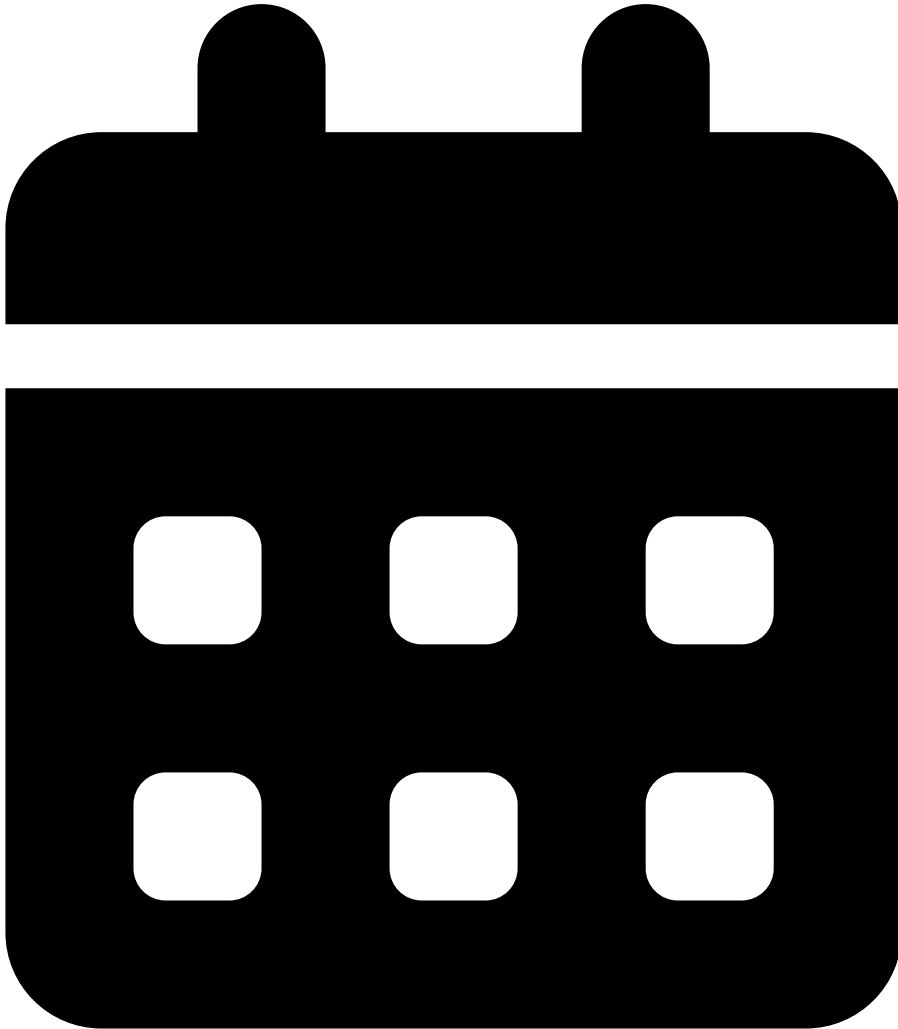


août 18, 2020

Mali

Le général militaire malien Assimi Goita destitue le président Ibrahim Keita.

août 18, 2020

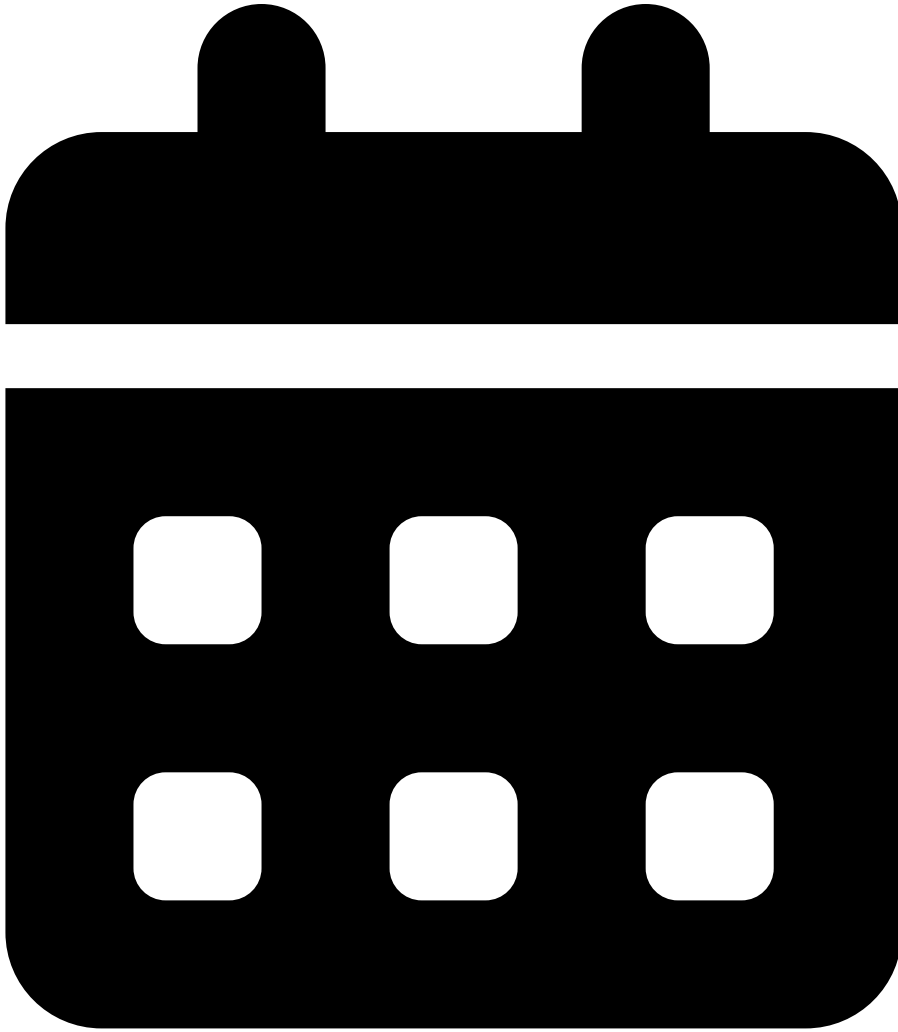


mai 24, 2021

Mali

Goita – qui avait installé Bah Ndaw comme président après le coup – prend le pouvoir lui-même.

mai 24, 2021

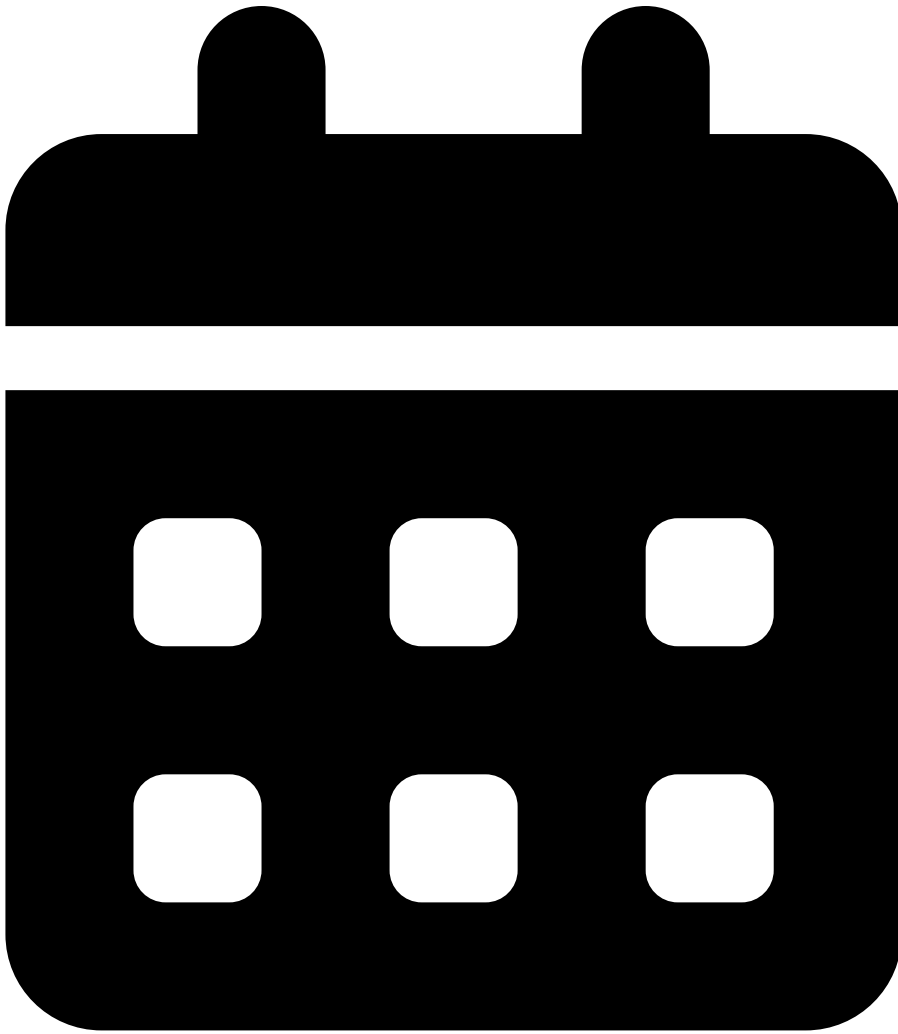


septembre 5, 2021

Guinée

Le colonel guinéen Mamady Doumbouya destitue Alpha Conde.

septembre 5, 2021

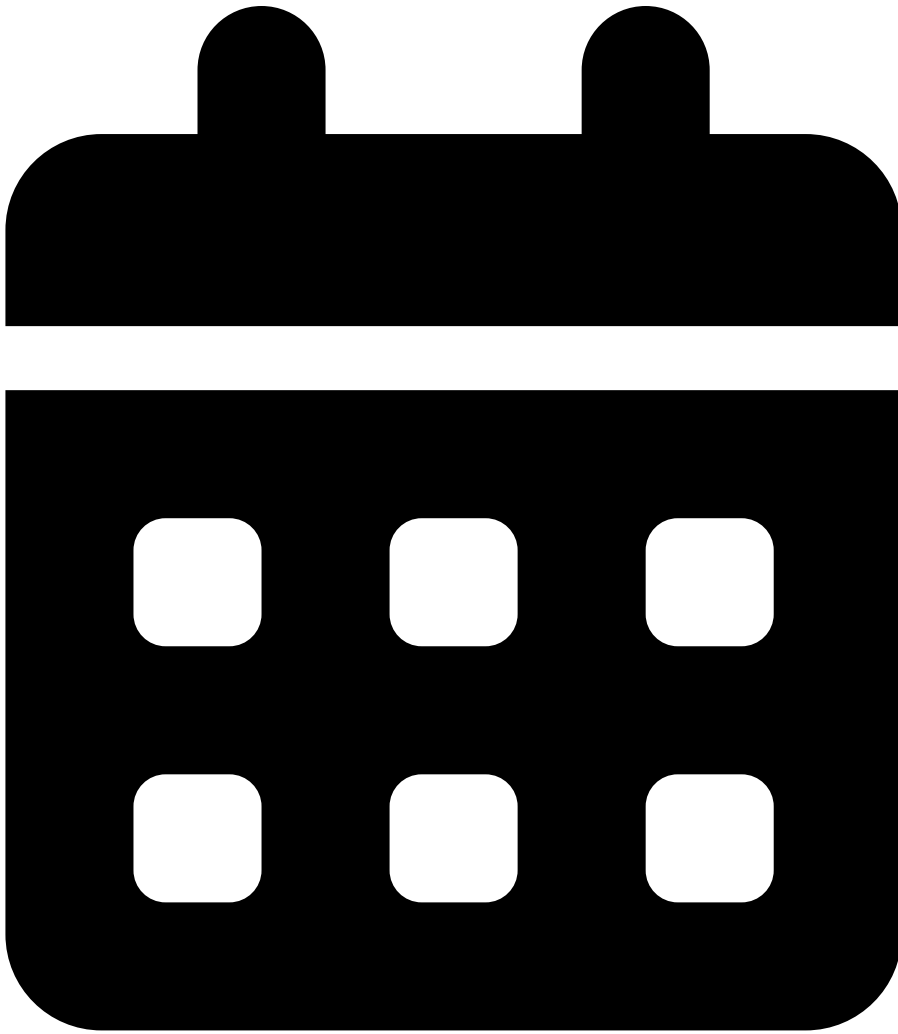


janvier 24, 2022

Burkina Faso

Au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba destitue le président Roch Kaboré.

janvier 24, 2022

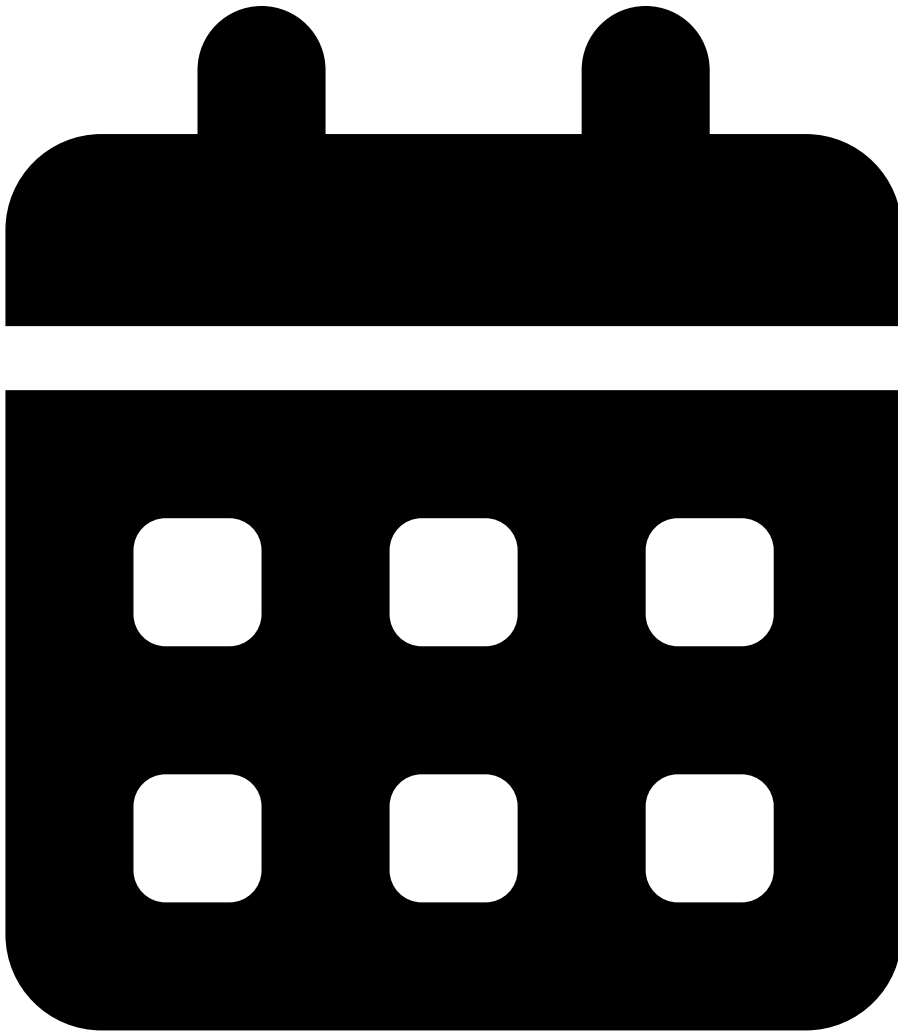


septembre 30, 2022

Burkina Faso

Damiba est à son tour destitué par le capitaine militaire Ibrahim Traoré.

septembre 30, 2022



juillet 26, 2023

Niger

Au Niger, le général Abdourahamane Tiani renverse le président Mohamed Bazoum et devient le nouveau leader.

juillet 26, 2023

Des tentatives de coups d'État récents ont également été signalées en Gambie, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau.

La CEDEAO espère encore négocier leur retour, affirmant qu'une scission risquerait de provoquer la désintégration régionale et d'aggraver la sécurité. Cela poserait également une menace sérieuse à la stratégie climatique de l'organisation. L'Afrique de l'Ouest subit déjà des impacts graves du changement climatique, y compris l'insécurité alimentaire et les vagues de chaleur.

L'une des zones les plus touchées est le Sahel. Situé le long de la frontière sud du désert du Sahara, le Sahel comprend six pays francophones – Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal – et abrite plus de 100 millions de personnes.

Comment le changement climatique affecte-t-il le Sahel ?

Les températures dans le Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que dans le reste du monde et les sécheresses deviennent plus intenses, selon un [rapport](#) de l'organisation à but non lucratif Solidarités International. Le changement climatique a également entraîné des pluies plus abondantes. Mais avec des sols trop secs pour les absorber, des inondations destructrices de rivières ont eu lieu au Mali et au Niger.

D'ici 2050, le changement climatique pourrait plonger jusqu'à 13,5 millions de personnes dans le Sahel dans la pauvreté et entraîner le déplacement de jusqu'à [32 millions](#) de personnes dans toute l'Afrique de l'Ouest, selon la Banque mondiale.

Noudéhouéno Gandonou est un expert en finance climatique et en fragilité basé aux États-Unis qui a étudié les impacts climatiques dans le Sahel. Il affirme que les changements de schémas de précipitations ont conduit les petits agriculteurs, qui dépendent de l'agriculture pluviale, à changer les dates de plantation, à diversifier les cultures et à cultiver des variétés résistantes à la sécheresse.

« Cependant, ces adaptations ne suffisent pas à contrer la gravité et la fréquence croissantes des sécheresses, qui ont affecté environ [125 millions](#) de personnes dans le Sahel entre 1970 et 2022 seulement », déclare-t-il à Dialogue Earth.

« L'imprévisibilité et la gravité croissantes de ces conditions menacent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de la région, exacerbant les vulnérabilités socio-économiques existantes. »

Conflit et changement climatique dans le Sahel

Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest, qui compte plus de 400 millions d'habitants répartis sur 16 pays, a connu au moins six prises de pouvoir militaires réussies et de nombreuses tentatives avortées, plongeant la région dans l'insécurité politique.

La région du Sahel a été [décrite](#) comme l'“épicentre du terrorisme”, et en 2022, elle a représenté 43 % des décès liés au terrorisme dans le monde. Depuis les années 2000, plus de [2,5 millions](#) de personnes ont été déplacées dans cette région, augmentant le besoin d'interventions humanitaires. Ce changement de priorités a rendu l'adaptation climatique encore plus difficile.

« À cause du changement climatique, les ressources en terres et en eau sont devenues rares, et en conséquence, les gens se battent pour ces ressources limitées. Cela mène à l'insécurité et à l'instabilité générale », déclare l'analyste politique et de sécurité gambien, Essa Njie.

Njie ajoute : « Une fois ces défis présents, nous risquons d'avoir de la criminalité organisée, de la concurrence pour des ressources rares, des conflits violents et une infiltration terroriste. »

L'avenir de la stratégie climatique du bloc

En 2022, la CEDEAO a [approuvé](#) sa première stratégie climatique régionale (RCS) pour remplir les obligations des pays membres dans le cadre de l'Accord de Paris.

Lecture complémentaire :
<https://dialogue.earth/en/climate/west-africas-climate-strateg>

[y-breaks-new-ground-but-is-vague/](#)

L'organisation a maintenant déclaré à Dialogue Earth que l'instabilité politique impactera gravement la solidarité et la coordination nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie avec succès.

« Le changement climatique est mondial, mais les actions sont locales. La [RCS] en est le témoignage », déclare un porte-parole du bureau du président de la CEDEAO, Omar Touray. « Les acteurs nationaux, y compris les acteurs publics, la société civile et le secteur privé deviennent les moteurs clés de la mise en œuvre. Au niveau politique, l'action climatique sera reléguée au second plan, alors que la lutte pour l'unité et la survie de la communauté est primordiale.

« L'instabilité politique impactera sûrement l'ampleur de la mise en œuvre de notre stratégie climatique. Par exemple, les zones transfrontalières et les bassins hydrographiques qui nécessitent des actions d'adaptation régionales ne seront pas facilement accessibles. »

La CEDEAO a également clairement indiqué que tout pays quittant le bloc perdra l'accès à ses projets. « Le Centre climatique régional pourrait faire face à certaines restrictions [dans la fourniture] de données et d'informations de prévision à ces États membres », ajoute le porte-parole. « En conséquence, ils pourraient ne pas bénéficier de certaines des meilleures pratiques disponibles et des technologies environnementales développées par les autres pays et vice versa. Cela créera une vulnérabilité en ce qui concerne la sécurité climatique de la région dans son ensemble.

« De plus, la capacité de la région à capter les émissions de carbone sera réduite », déclare le porte-parole. « Nous sommes plus forts ensemble. »

Fatou Jeng, une militante pour le changement climatique et fondatrice de Clean Earth Gambia, déclare que l'instabilité politique pourrait faire changer les priorités de l'adaptation

climatique vers le militaire, ralentissant les progrès et détournant les financements des projets climatiques.

« Avec certains dirigeants ne reconnaissant pas l'autorité de la CEDEAO, cela signifie également qu'ils ne reconnaissent pas et n'endossent pas la stratégie, ce qui impactera significativement la réponse coordonnée pour les projets et actions climatiques », ajoute-t-elle.

La stratégie de la CEDEAO « comprend des mesures d'adaptation à faible coût dans des secteurs clés tels que l'agriculture et les ressources en eau, soutenues par des actions coordonnées entre les gouvernements, le secteur privé et les fonds climatiques mondiaux », explique Gandonou à Dialogue Earth.

Belélé Jérôme William Bationo, un chercheur sur le changement climatique du Burkina Faso, affirme que le pays manque des moyens pour mettre en œuvre les politiques et programmes lui-même. Il aurait des difficultés à les financer et manque de capacité technique, dit-il.

Maïmouna Adamou, une militante et coordinatrice de Climate Clock au Bénin, un autre État membre de la CEDEAO, souligne que la paix et la collaboration sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique et craint pour la réponse climatique de la région.

, dit-elle.

« La scission au sein de la CEDEAO pourrait aggraver les choses, alors que les coups d'État perturbent les politiques et projets environnementaux... les projets climatiques peuvent être retardés ou annulés, nuisant à la fois aux gouvernements et aux populations »

Maïmouna Adamou, une militante et coordinatrice de Climate Clock au Bénin

 [Tweet](#)

Tracer une voie à suivre

La CEDEAO espère encore reconstruire des relations avec les trois pays, et les sanctions visant à restaurer l'ordre démocratique ont été levées.

« Lever ces sanctions vise à atténuer la situation et à garantir que des actions sont prises par la commission pour soutenir ses États membres dans la lutte contre les défis liés au changement climatique dans le cadre de la mise en œuvre de la RCS », déclare son porte-parole.

Dans un rapport sur les politiques et stratégies d'adaptation au changement climatique au Ghana, au Nigeria et au Sénégal publié en mai, l'Africa Policy Research Institute (APRI) a souligné la nécessité de renforcer les capacités et de partager les connaissances entre les pays d'Afrique de l'Ouest pour faire face à la crise climatique.

« Je crois fermement que la collaboration et la paix sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique », déclare Maïmouna. « C'est la raison pour laquelle nous avons besoin que la CEDEAO agisse comme une force unie. »

Kebba Jeffang

Publié à l'origine sur [Dialogue Earth](#)

Alerte en Afrique de l'Ouest et Centrale : Insécurité

alimentaire au plus haut niveau en une décennie

Une récente [étude des Nations Unies](#) a révélé une situation alarmante en Afrique de l'Ouest et Centrale, où l'insécurité alimentaire aiguë atteint son niveau le plus élevé en une décennie. Cette expansion inquiétante de l'insécurité alimentaire touche particulièrement les pays côtiers et les régions en conflit du Burkina Faso et du Mali, ce qui entrave considérablement les efforts d'aide humanitaire.



Selon l'analyse basée sur le Cadre harmonisé de mars 2023, environ 45 000 personnes dans la région du Sahel seront confrontées à des niveaux de faim catastrophiques, se situant juste avant le seuil de la famine. Parmi elles, 42 000 se trouveront au Burkina Faso et 2 500 au Mali. Les facteurs combinés, tels que les conflits, les impacts climatiques, la

pandémie de COVID-19 et les prix élevés des denrées alimentaires, exacerbent la faim et la malnutrition.

Cette détérioration de la sécurité alimentaire se traduit également par une augmentation significative de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans en cette année 2023, avec une hausse de 83% par rapport à la moyenne de la période 2015-2022. Environ 16,5 millions d'enfants seront touchés, dont 4,8 millions souffriront de formes sévères débilitantes. Les incidents de sécurité dans la région, en hausse de 79% entre 2019 et 2023, provoquent des déplacements massifs de population, perturbant l'accès aux terres agricoles et aux ressources nécessaires.

Malgré une amélioration des précipitations en 2022, l'accès et la disponibilité des denrées alimentaires restent préoccupants. La région dépend toujours des importations alimentaires nettes, mais la dépréciation monétaire et l'inflation élevée font grimper les coûts d'importation. De plus, des défis économiques et fiscaux entravent les initiatives visant à stimuler la production alimentaire locale.

Face à cette crise, les organisations internationales lancent un appel à une action collective. Il est impératif d'investir dans le renforcement des capacités des communautés à faire face aux chocs et de promouvoir des solutions locales et durables pour la production, la transformation et l'accès aux denrées alimentaires, en particulier pour les groupes vulnérables.

Les partenaires humanitaires, de développement et le secteur privé sont également sollicités pour soutenir les gouvernements nationaux dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les programmes doivent englober des systèmes de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des initiatives de protection sociale ciblant les femmes et les jeunes enfants. De plus, les partenariats

doivent contribuer à la prévention et au traitement de la malnutrition infantile tout en abordant les défis liés au climat et à la durabilité des ressources naturelles.

En conclusion, la crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et Centrale exige une réponse urgente et collective pour atténuer les effets dévastateurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. Les enjeux sont considérables, mais ensemble, nous pouvons apporter un changement significatif et offrir un avenir meilleur aux populations touchées.

Megan Valère SOSSOU

Action Climatique: YOU-CAN de l'UNESCO recherche des jeunes



YOUNG CLIMATE LEADERS

OPEN CALL

STEERING COMMITTEE

Youth UNESCO Climate Action Network



Apply by 5 March 2023

ELIGIBILITY CRITERIA

- Represent an active youth-led climate action organization or network
- Between 18 and 30 years old
- Proficiency in English
- Be available at least 2h/week

YOUTH!

Cet appel à candidatures s'adresse aux organisations et réseaux dirigés par des jeunes actifs dans le domaine du changement climatique, pour qu'ils deviennent des représentants de réseau du Comité directeur du Réseau action climat des jeunes de l'UNESCO (YoU-CAN).

Les 15 membres du comité de pilotage auront l'opportunité d'assumer différents rôles, notamment, coordinateur principal et coordinateur adjoint, secrétaire, coordinateur des partenariats, coordinateur des finances, coordinateur de la communication et de la sensibilisation, coordinateur régional, coordinateur thématique.

Processus connexes.

Les candidats éligibles représentant un réseau/organisation doivent :

- appartenir et avoir une expérience de leadership dans une organisation ou un réseau actif dirigé par des jeunes dont les activités portent sur l'action climatique ;
- avoir entre 18 et 30 ans ;
- être disponible au moins deux heures par semaine;
- posséder une compréhension ou une connaissance de base de l'UNESCO, de la CCNUCC, du Protocole de Kyoto, de l'Accord de Paris, des objectifs de développement durable (ODD) et d'autres conventions, déclarations et accords pertinents en rapport avec le changement climatique ;
- maîtriser l'anglais (écrit et oral);
- être capable de travailler en ligne, avec accès à une bonne connexion en ligne ;
- démontrer sa capacité à travailler dans un environnement multiculturel avec un sentiment d'inclusivité et de respect.

L'organisation ou le réseau doit dûment remplir le formulaire de candidature YoU-CAN ci-dessous, en fournissant des informations sur le réseau/l'organisation et son représentant avant le 5 mars 2023 (23h45 CET).

Des efforts seront déployés pour assurer l'équilibre programmatique, géographique et de genre de l'UNESCO et l'inclusion des PEID et des jeunes autochtones. Les candidats présélectionnés seront interviewés par un comité de sélection conjoint composé de membres actuels du groupe de pilotage ad hoc YoU-CAN et du Secrétariat de l'UNESCO. Le processus de sélection se déroulera en anglais.

Vous êtes un jeune leader enthousiaste et motivé ? Vous souhaitez vous engager avec l'UNESCO pour renforcer l'action climatique des jeunes ?

[Appliquer maintenant!](#)